



Service Finances et Achats Durables
N° 2014-054

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCISION DU MAIRE

RESILIATION D'UN MARCHÉ DE SERVICES

Opération : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi des projets urbains
(marché n° 2013-029 passé avec la société SQUARE)

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Saint-Avé, ville durable</i>	Objectif : <i>Développer un projet à vivre sur le cœur de ville et sur les quartiers urbanisés</i>	Action : <i>Poursuivre la mise en œuvre d'une urbanisation responsable</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU l'article 30.2 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) – Prestations Intellectuelles (arrêté du 16/9/2009),

VU les articles L. 641-10 et L. 641-11 du code de commerce,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision n° 2013-56 du 14 août 2013 relative à la signature du marché visé en objet,

VU le jugement d'ouverture de liquidation judiciaire du 2 juillet 2014 concernant la société SQUARE (44100 Nantes), prononcé par le tribunal de commerce de Nantes,

VU le courrier du 23 juillet 2014 de Maître Philippe DELAERE, liquidateur judiciaire de la société SQUARE,

VU le projet de décision de résiliation du marché n° 2013-029 passé avec la société SQUARE,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1er : DE RESILIER le marché visé ci-dessus passé avec la société SQUARE (située 84, quai de la Fosse, 44100 NANTES), titulaire du marché concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi des projets urbains, par suite au jugement d'ouverture de liquidation judiciaire du 2 juillet 2014 prononcé par le tribunal de commerce de Nantes.

Article 2 : DE PRÉCISER que la résiliation prend effet au 23 juillet 2014, date à laquelle le liquidateur déclare que la société n'est pas autorisée à poursuivre son activité.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, DE SIGNER ET NOTIFIER la décision correspondante à Maître Philippe DELAERE, liquidateur judiciaire de la société SQUARE.

Fait à Saint-Avé, le 29 juillet 2014

P/Le Maire empêchée,
Le 1^{er} Adjoint au Maire,

Thierry EVENO



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20140729-2014-054-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/07/2014

Publication : 30/07/2014

P/Le Maire empêchée,
Le 1^{er} Adjoint au Maire,
Thierry EVENO

